



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté portant abrogation du règlement d'eau
attaché au Moulin d'Escames et prescrivant les modalités
de rétablissement de la continuité écologique

COMMUNE D'ESCAMES

LE PRÉFET DE L'OISE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.214-3-1, L.214-6 et L.181-3;

Vu le Code Civil, notamment son article 546 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de Monsieur Louis LE FRANC, Préfet de l'Oise ;

Vu l'ordonnance royale du 16 août 1851 réglementant l'usage de l'eau du moulin d'Escames, situé sur la rivière Le Thérain, commune d'Escames (60380) ;

Vu l'arrêté du 4 décembre 2012 du Préfet Coordonnateur de Bassin classant la rivière Le Thérain, de sa source à la confluence avec le ruisseau d'Hanvoile, en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'Environnement ;

Vu la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du 07 juin 2019 établie entre M. FELISIAK, propriétaire de l'ouvrage, et la Communauté de Communes Picardie Verte ;

Vu la demande d'abrogation du règlement d'eau de M. FELISIAK en date du 02 octobre 2019 ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à la restauration de la continuité écologique du Thérain au droit du moulin d'Escames déposé par la Communauté de Communes Picardie Verte le 27 septembre 2019 ;

Vu l'avis favorable du CODERST en date du 21 novembre 2019 ;

Vu l'absence de remarques de M. FELISIAK, propriétaires de l'ancien moulin d'Escames, lors de la période contradictoire ;

Considérant que l'ancien moulin n'est plus en activité ;

Considérant que le canal usinier et le canal de fuite sont comblés ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement, lorsque l'activité est définitivement arrêtée, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire, remet le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.211-1 et que l'autorité administrative peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site ;

Considérant qu'il convient du fait de la fin d'exploitation, d'abroger l'ancien règlement d'eau du 16 août 1851 et de remettre en état le site ;

Considérant qu'il convient de privilégier la continuité piscicole et sédimentaire de ce site pour l'atteinte du bon état écologique de la rivière le Thérain ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise :

ARRÊTE

Article 1er : Objet de l'arrêté

Le droit d'eau du Moulin d'Escames est perdu.

Le règlement d'eau du 16 août 1851 attaché au moulin d'Escames, situé sur la rivière le Thérain, commune d'Escames est abrogé.

Article 2 : Prescriptions

Le site doit être remis en état par le propriétaire. Les travaux de remise en état du site du moulin d'Escames seront effectués dans les règles de l'art, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes Picardie Verte (CCPV), suivant l'étude concernant la restauration de la continuité écologique au droit du moulin d'Escames sur la commune d'Escames du porter à connaissance.

Les principales opérations de remise en état consistent en :

- La création d'un bras de contournement sur une longueur de 70 m ;
- La mise en place de cinq seuils de fond ;
- L'enrochement du pied de berge, sous la ligne d'eau, recouverts de terre végétale ;
- La mise en place d'un pré-barrage en aval pour maintenir la ligne d'eau et ayant un profil en V ;
- Le comblement partiel du bief pour devenir un chenal longeant le bâtiment actuel. La prise d'eau du chenal sera réalisé par la pose d'un cadre en béton de dimension 0,5m x 0,5m x 4m ou équivalent et une entaille sera réalisée dans le déversoir existant pour permettre l'écoulement de l'eau dans le chenal ;
- La réalisation de travaux annexes (plantation d'hélophytes, enlèvements des déchets, démantèlement d'anciens ouvrages de régulation abandonnés, colmater les renards hydrauliques, aménagement de passerelles piétonnes...).

La période de travaux sera choisie pour limiter l'impact sur la faune piscicole, soit entre mi-mai et mi-octobre.

Lors de la mise hors d'eau du cours d'eau, une pêche de sauvegarde devra être réalisée par un organisme agréé.

Le présent arrêté est pris sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

La réalisation des travaux ne doit pas porter atteinte à la qualité de l'eau en aval du chantier et doit être menée dans le respect des écosystèmes aquatiques. Toutes dispositions sont prises notamment pour éviter la remise en suspension et le transfert vers l'aval de sédiments si nécessaire au moyen de batardeaux filtrants en fonction de l'avis du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité.

Article 3 : Moyens de suivi

Un comité de suivi des études a été mis en place sur l'étude portant sur le moulin d'Escames. Ce comité de suivi associe notamment l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'Office Français pour la Biodiversité et la Direction départementale des Territoires de l'Oise, et devra perdurer pendant la durée des travaux.

Le service en charge de la police de l'eau et l'Office Français pour la Biodiversité seront informés du démarrage des travaux au moins quinze jours avant leur commencement.

Les plans d'exécution devront être fournis au service en charge de la police de l'eau et l'Office Français pour la Biodiversité au moins quinze jours avant le démarrage des travaux.

Article 4 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Une surveillance du chantier devra être assurée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de pollution accidentelle dans le cours d'eau, le maître d'ouvrage devra alerter les secours pour contenir la pollution et prévenir le bureau police et politique de l'eau de la Direction départementale des territoires de l'Oise (DDT) et le service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité.

De manière générale, le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au bureau police et politique de l'eau de la DDT, les accidents ou incidents survenus durant les travaux menés dans le cadre du présent arrêté et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Le maître d'ouvrage, sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, devra prendre ou faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Article 5 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau, des milieux aquatiques et de la pêche auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités de remise en état, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

En application de l'article L.215-18 du code de l'environnement, les propriétaires riverains sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux d'entretien du cours d'eau. Ce droit s'exerce autant que possible en suivant les berges du cours d'eau.

Article 6 : Autres autorisations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autres autorisations nécessaires à la réalisation de son projet.

Article 7: Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens situé au 14 Rue Lemerchier à Amiens (80000) dans un délai de deux mois suivant sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Maire d'Escames,
- M. le Président de la Communauté de Communes Picardie Verte,
- M. le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité,
- M. le Président de la Fédération de l'Oise pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- Mme la Directrice des Vallées d'Oise de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Escames pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera à disposition du public sur le portail internet des services de l'État dans l'Oise, pendant une durée d'au moins un an.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Directeur départemental des Territoires de l'Oise, le maire de la commune d'Escames et le Directeur Normandie Hauts-de-France de l'Office Français pour la Biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **31 JAN. 2020**



Pour le Préfet
et par délégation,
le Secrétaire Général,

Dominique LEPIDI